

## Veille informative pour la conférence de rédaction Etoile du 22 mars 2016

### Réforme formation

[Loi El Khomri : le bilan de compétences éligible au compte personnel de formation a nécessité de longs mois de travail](#)

[Le rapport parlementaire d'application de la réforme de la formation place le bénéficiaire au centre de ses préoccupations :](#)

Un an après la mise en œuvre effective de la loi du 5 mars 2014, il y a encore peu de résultats à évaluer. Mais c'est bien avec le bénéficiaire de la formation professionnelle en tête que les députés Jean-Patrick Gille et Gérard Cherpion ont abordé leur mission sur la mise en œuvre de la réforme.

["Deux ans après l'adoption de la réforme, les choses ont beaucoup bougé" :](#)

Ce sont les députés incontournables en matière de formation professionnelle. Ayant déjà fait équipe plusieurs fois dans des travaux parlementaires, Jean-Patrick Gille, député socialiste de l'Indre-et-Loire et Gérard Cherpion, député Les Républicains des Vosges, reviennent sur le devant de la scène pour présenter leur rapport d'application de la loi du 5 mars 2014. Interrogés par Le Quotidien de la formation, ils brossent un panorama de l'état du secteur profondément marqué par ce changement de paradigme.

[CPF : nouveau guide de procédures à destination des professionnels :](#)

Une nouvelle version du document expliquant le fonctionnement du Compte personnel de formation (CPF) a été éditée début janvier 2016.

[Loi du 5 mars 2014 : le point sur les textes réglementaires qui restent à publier :](#)

Le rapport Gille-Cherpion sur la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2014 l'a souligné, « les textes réglementaires permettant l'application de la loi ont été pris dans de courts délais ». Mais, le rapport s'en fait également l'écho, un certain nombre de textes sont encore attendus.

### Insertion des jeunes

[Les missions locales mettent en avant la qualité et la diversité de leurs actions pendant une semaine :](#)

La première semaine nationale des missions locales débute aujourd'hui 10 mars et prendra fin le 18 mars 2016. Pendant cette période, ces structures, regroupées en 24 unions ou associations régionales, organisent un ou plusieurs événements sur leur territoire. « Spécifiques ou originaux, les événements portent sur des sujets diversifiés : emploi, formation, alternance, projet professionnel, santé, logement, citoyenneté, entrepreneuriat, mobilité internationale, lutte contre les discriminations... », précise le dossier de presse de l'Union nationale des missions locales (UNML).

[Missions locales : une enveloppe d'1 milliard pour la généralisation de la Garantie jeunes :](#)

La nouvelle version du projet de loi El Khomri instaure un « droit universel à la Garantie jeunes » pour les décrocheurs sans emploi ni qualification de 18 à 25 ans. 100 000 d'entre eux devraient se voir éligibles à ce dispositif en 2016. Près du double en 2017. L'État s'engagerait sur une enveloppe d'1 milliard d'euros sur deux ans. Mais les missions locales, déjà en tension, tirent la sonnette d'alarme sur les conditions de déploiement de l'opération.

[Garantie jeunes : la liste des territoires éligibles à l'expérimentation arrêtée :](#)

Un [arrêté](#) paru au Journal officiel du 18 mars liste les territoires, les Missions locales et les communes couvertes par ces dernières, éligibles à l'expérimentation de la garantie jeunes.

[Partenariat entre les Missions locales et le service militaire volontaire pour une insertion réussie des jeunes en difficulté](#)

## Politique emploi

[Plan 500 000 formations : les Régions ne seront pas mises à contribution financière](#)

[La nouvelle version du projet de loi El Khomri consacre un "droit universel à la formation tout au long de la vie" :](#)

Le gouvernement a modifié les dispositions du projet de loi El Khomri relatives à la formation professionnelle. La nouvelle version du texte présenté lundi 14 mars aux organisations patronales et syndicales muscle considérablement les dispositifs formation par rapport à sa rédaction initiale. Le projet de loi (dont le contenu définitif devrait être connu ce mardi soir 15 mars) prévoit ainsi l'extension du compte personnel d'activité à l'ensemble des actifs et son ouverture à l'engagement citoyen, une garantie jeunes renforcée et surtout, la mention d'un « droit universel à la formation tout au long de la vie ».

## Politique régionale

[Le Centre-Val de Loire s'engage pour un Contrat de plan de développement des formations et de l'orientation professionnelles citoyen :](#)

Inhabituelle et, pourtant, tellement démocratique... Le Conseil régional Centre-Val de Loire annonce mobiliser les habitants de sa région pour construire sa stratégie de développement de la formation et de l'orientation.

## Formation professionnelle

[Adoption par le Parlement de la proposition de loi ouvrant le droit individuel à la formation pour les élus locaux](#)

## VAE

[L'avant projet de la loi El Khomri réforme la Validation des acquis de l'expérience :](#)

Il envisage notamment de modifier l'article L. 335-5, en fixant la durée minimale d'activité requise pour que la demande de validation soit recevable à un an, et non plus trois. Autre évolution substantielle, « les périodes de formation initiale ou continue en milieu professionnel suivie de façon continue ou non » seraient désormais intégrées à ce délai.

[La consolidation des données sur les parcours VAE, mode d'emploi :](#)

« La loi du 5 mars 2014 prévoit un suivi par les Crefop et le Cnefop des données concernant la Validation des acquis de l'expérience, cela prendra du temps. On ne part pas de rien, il existe des comités certificateurs qui collectent déjà des données pour les Carif-Oref notamment. L'objectif est de faire une base de données commune de travail. La réforme précise que tous les acteurs doivent transmettre leurs données anonymisées aux organismes de pilotage comme les Crefop », explique Catherine Claude-Morel de la DGEFP.

## Compétences/qualifications

### [Les pôles de compétitivité réformés à l'aune des grandes régions :](#)

L'évaluation des pôles de compétitivité en cours devrait aboutir fin juin permettant au gouvernement de décider de l'avenir de cette politique qui fête cette année ses dix ans. A l'occasion de la journée nationale des pôles organisée le 4 mars, Emmanuel Macron, ministre de l'Economie, a salué la démarche et écarté l'idée de délabellisations. La réforme doit notamment selon lui tenir compte de la réforme territoriale qui a fait des régions les chefs de file du développement économique.

## Orientation

### [Service public régional de l'orientation : quelles contributions des Cités des métiers ?](#)

Comme tous les opérateurs d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement, le réseau des Cités des métiers est interpellé par le déploiement du service public régional de l'orientation (SPRO). Quelle contribution apporter dans les régions françaises ? C'est la question à laquelle répond un document que vient de publier le réseau.

## CPER 2014-2020

### [Jean-Michel Baylet ouvre une "fenêtre de révision" des contrats de plan](#)

L'objectif est de tenir compte de la fusion des régions alors que ces contrats signés fin 2015 et qui engagent l'Etat et les régions jusqu'en 2020 ont été négociés sur la base des anciens périmètres (avec un total de 14,3 milliards d'euros de l'Etat et de 15,2 milliards d'euros pour l'ensemble des régions, sans compter les 900 millions d'euros des collectivités infrarégionales).